

Edora appuie la baisse des certificats verts

La fédération des énergies renouvelables Edora a accueilli positivement, mardi, l'annonce par le ministre bruxellois de l'Énergie, Alain Maron (Ecolo), de l'ajustement à la baisse, à partir de l'an prochain, des niveaux de soutien aux nouvelles installations photovoltaïques dans la capitale, en continuant toutefois à veiller à leur rentabilité.

Le ministre écologiste a décidé de suivre les recommandations de Brugel, le régulateur bruxellois du secteur énergétique, dont le rapport final, publié lundi, conseille de réduire de 17% le taux d'octroi de certificats verts pour les installations d'une puissance inférieure à 6 kWc, soit une vingtaine de panneaux maximum.

Alain Maron a souligné qu'en dépit de la réduction du nombre de certificats verts octroyés, il restera très intéressant de placer des panneaux, le retour sur investissement restant assuré après un maximum de sept ans.

Edora a salué la décision du ministre. Elle approuve en par-

Edora recommande de rehausser les objectifs pour 2030.

ticulier l'évolution de certains paramètres pour la détermination des niveaux de soutien, notamment la baisse du niveau de référence pour l'autoconsommation et la prise en compte d'un surcoût d'investissement pour les projets de grande taille.

Reste que pour Edora, il faut profiter de la révision des taux d'octroi pour rehausser sans tarder les objectifs d'installations photovoltaïques de la Région-Capitale à l'horizon 2030. L'organisme attend également une confirmation de la date-pivot qui sera prise en considération pour le calcul du taux d'octroi, en évitant toute rétroactivité pour les projets en cours.

BELGA

«La Belgique est mon autre Congo»

LE RÉSUMÉ

Le président Tshisekedi a mené une opération de séduction auprès des entrepreneurs belges les plus influents.

Il appelle à investir en RDC, promet la sécurité et, entre autres, l'obtention des visas à l'entrée du pays, une mesure qui simplifierait la vie des entreprises.

VINCENT GEORIS

«Si je viens ici en premier avant tout autre pays d'Europe, c'est à cause de nos liens», a dit le président de la RDC Félix Tshisekedi, mardi, lors de la visite à la Fédération des entreprises de Belgique (FEB). «La Belgique est une vitrine, une porte d'entrée pour

faire un échange bilatéral avec l'Union européenne.»

Le Président du Congo, en visite officielle en Belgique, s'est adressé à un parterre de 150 hommes d'affaires belges influents. Parmi eux, Luc Bertrand, le CEO du holding AvH, Thomas Leysen, le président de KBC Group et d'Umicore, Wouter De Geest, le patron de BASF Antwerpen et bien d'autres. «La Belgique est mon autre Congo», a lâché Félix Tshisekedi, ému, avant d'égrener ses priorités.

Dehors, une petite centaine de manifestants issus de la diaspora, de la mouvance mobutiste étaient venues exprimer leur hostilité au nouveau Président. Chants, cris, jets d'œufs et de pierre à l'appui face à un cordon de policiers impassibles. «Libérez notre pays», a scandé l'un d'eux. Leur colère contrastait avec la joie exprimée par le comité d'accueil des parti-

sans de Félix Tshisekedi à l'aéroport, la veille, lors de son arrivée.

Une journée marathon

Pour le Président de la RDC, la FEB fut une étape importante au cours d'une journée marathon qui se clôture au Cercle gaulois.

En matinée, il a rencontré le Premier ministre belge Charles Michel (MR) et le ministre des Affaires étrangères et de la Défense Didier Reynders (MR). Il a signé avec eux trois lettres d'intention – et non quatre comme prévu – en matière de coopération, de diplomatie et de finances. Ces accords marquent la fin de la crise diplomatique entre les deux pays. Toutefois, l'accord portant sur la coopération militaire n'a pas été signé.

Rassurer

À la FEB, le président de la RDC a

«Mon souci principal est de sortir l'économie du tout aux minerais.»

FÉLIX TSHISEKEDI
PRÉSIDENT DE LA RDC

tout fait pour recréer la confiance. Lucide et clair, il est allé droit au but. «Le Congo d'aujourd'hui est un Congo nouveau, a-t-il dit. Nous attendons un accompagnement de la Belgique, ne craignez rien. Et si vous nous regardez faire, vous raterez des opportunités.»

En premier lieu, le président Tshisekedi veut «rétablir la paix et la sécurité», en agissant dans les zones de violence. Il veut parler de l'est du Congo, riche en minerais et en proie à des milices armées, en particulier «la région de Béné où sévissent les ADF (groupe armé ougandais, NDLR) qui ont fait allégeance à Daech». En aura-t-il les moyens?

Félix Tshisekedi fait de la gouvernance une priorité. «Nous allons mettre sur pied une agence de lutte contre la corruption, a-t-il annoncé. Plus de 80% des recettes échappent au trésor.» Le Président congolais veut aussi «combler le déficit infrastructures», évoquant son programme de cent jours pour rétablir des infrastructures essentielles. Il entend également se concentrer sur «l'éducation et les soins de santé». «Nous allons mettre l'accent sur la formation professionnelle», dit-il, en réponse à une interpellation du président de la FEB Bernard Gilliot, qui soulignait l'importance de trouver une main-d'œuvre de qualité en RDC. Le défi énergétique est une autre priorité. Il annonce le passage à la phase III du projet de centrale au barrage d'Inga, qui devrait porter la capacité du pays à 11.000 MW.

«Mon souci principal est de sortir l'économie du tout aux minerais», a-t-il dit. Il veut le faire en relançant, entre autre, l'agriculture.

Des visas à l'entrée de la RDC

Le président Tshisekedi veut aussi accélérer les procédures d'obtention de visas, un des obstacles à la normalisation des relations. En particulier, il a promis «la délivrance de visas aux frontières de la RDC pour les entrepreneurs». Après une séance de questions-réponses, le Président congolais s'est éclipsé discrètement à l'étage pour se réunir avec quelques hommes d'affaires, dont Thomas Leysen et Luc Bertrand.



À la FEB, le président Tshisekedi a tout fait pour recréer la confiance. © BELGA

Les femmes peu présentes dans le top management de la fonction publique

Selon une étude de l'institut pour l'égalité des femmes et des hommes sur la présence des femmes au sommet de la fonction publique, la Belgique est l'un des pires élèves de l'UE.

PAULINE DEGLUME

Sept ans après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal de 2012 prévoyant un quota de minimum un tiers de personnes du même sexe aux deux premiers degrés de la hiérarchie, l'institut pour l'égalité des femmes et des hommes s'est penché sur la présence des femmes au sommet de l'administration fédérale. Les conclusions de cette étude sont loin d'être flatteuses. Non seulement les objectifs fixés en 2012 ne sont pas atteints par la plupart des services publics fédéraux mais, en outre, la Belgique est l'un des pires élèves de l'Union européenne en la matière.

La première inégalité de genre à laquelle les femmes doivent faire face au sein de la fonction publique fédérale concerne leur statut. Alors qu'elles constituent la majorité du personnel, les femmes étaient sous-représentées en 2017 chez les statutaires (49%) tandis qu'elles étaient majoritaires à 68% parmi les contractuels la même année. L'analyse détaillée de l'institut démontre

aussi que plus les postes sont élevés dans la hiérarchie, moins les femmes sont représentées.

Prenons les plus hauts postes de management au sein des services publics fédéraux (SPF) et des services publics de programmation (SPP) ainsi que les seconds postes de management les plus élevés, à savoir les directeurs généraux. Entre 2012 et 2017, la proportion des femmes au sein des comités de direction est passée de 10,8% à 18,6%. Une évolution très limitée, estime l'institut pour l'égalité des femmes et des hommes qui précise que cela ne représente, en chiffres absolus, que 13 femmes pour 57 hommes en 2017. La comparaison avec l'Europe n'est pas valorisante pour notre pays puisqu'au niveau des 28 états membres, le pourcentage de femmes à ces deux niveaux s'élève à 41,7%. La Belgique finit bonne dernière dans le classement européen.

La comparaison avec les entités fédérées renforce encore le constat selon lequel le niveau fédéral est à la traîne en matière d'égalité de genre. Alors que seulement un top manager de SPF sur huit était une femme en 2017, elles étaient quatre femmes pour cinq hommes à la Région wallonne, deux femmes pour cinq hommes à la Région bruxelloise, deux femmes pour huit

29%

En 2017, les femmes ne représentaient que 29% du 1^{er} degré de la hiérarchie de l'ensemble de la fonction publique fédérale (services publics fédéraux et autres institutions publiques telles que l'Inami ou l'Afssa).

hommes à la Fédération Wallonie-Bruxelles et deux femmes pour neuf hommes en Flandre.

L'arrêté pas respecté

Selon l'étude, l'arrêté royal de 2012 – qui vise les SPF, les SPP et les autres organes parastataux tels que les organismes d'intérêt public (OIP) et les institutions publiques de sécurité sociale (IPSS) – n'est pas resté sans effets. En effet, la proportion de femmes a augmenté ces cinq dernières années passant de 15% en 2012 à 29% en 2017. «Malgré cette augmentation, l'objectif global de représentation d'un tiers au minimum de chaque sexe n'est pas atteint pour l'ensemble des fonctions de management du 1^{er} degré», soulignent les auteurs qui notent que le quota est tout juste atteint pour l'ensemble des postes du 2^e degré avec 34,5% de femmes.

L'institut qui demande dès lors au prochain gouvernement de s'engager à assurer la mise en œuvre de l'arrêté royal de 2012 pointe dans son étude les comités de direction les plus inégalitaires. Par exemple, le comité de direction du SPF Finances ne comptait en 2017 que quatre femmes pour 16 hommes, celui de la Justice deux femmes pour neuf hommes, et enfin aucune femme pour six hommes à la Santé publique.

FISCALITÉ

Deux semaines de plus pour rentrer la déclaration Isoc

Les entreprises ont reçu deux semaines supplémentaires pour introduire leur déclaration d'impôt, a fait savoir mardi le ministre démissionnaire des Finances Alexander De Croo (Open Vld).

L'échéance était normalement prévue ce 26 septembre, mais elle a été repoussée au 10 octobre en raison des trois semaines de retard pris par la mise en route de l'application Biztax, destinée à recevoir ces déclarations.

ÉNERGIE

La N-VA veut relancer le nucléaire

La N-VA veut que le gouvernement flamand exhorte le Fédéral à maintenir le nucléaire en Belgique. Ce point complexifie les négociations au nord du pays étant donné que l'Open Vld et le CD&V sont, eux, en faveur d'une sortie du nucléaire.

L'énergie nucléaire est une compétence fédérale mais la thématique a toutefois atterri sur la table des négociateurs en Flandre. D'après les quotidiens, la N-VA

a soumis à ses éventuels partenaires un texte réclamant que le gouvernement régional appelle le Fédéral à conserver le nucléaire.

Les autorités fédérales doivent garantir la sécurité d'approvisionnement tout en limitant au minimum son coût pour les citoyens et les entreprises, mais aussi en prenant garde à ne pas augmenter les émissions de CO₂.

NOUVEAU PRÉSIDENT



© BELGA

Rudy Demotte (PS) a été élu mardi président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il succède à Philippe Courard (PS). Demotte a invité ses collègues à faire de l'assemblée un «lieu de courage, de résistance, de propositions» face aux inquiétudes que génère la mondialisation, et en réaction à la montée des populismes, du racisme et de l'antisémitisme.